

# ISRAËL-PALESTINE : DIALOGUE, RECONNAISSANCE, CONTRAINTE... DES VOIES VERS LA PAIX ?

Hubert Vedrine

Par Hakim El Karoui fondateur du cabinet de conseil Volenta, président du club XXI<sup>e</sup> siècle et expert associé de Terra Nova. Auteur de « Israël-Palestine, une idée de paix » (Editions de l'Observatoire, 2025) et Hubert Védrine Ancien ministre des Affaires étrangères Le plan de paix présenté fin septembre par la Maison Blanche a permis l'instauration d'un cessez-le-feu et le retour des otages israéliens. Au-delà de ces résultats visibles, le projet américain permet-il d'engager un processus destiné véritablement une perspective de paix durable ? La reconnaissance française de la Palestine apporte-t-elle une contribution utile à un tel processus ? Plus généralement, quelle stratégie, après tant d'échecs et de violences, permettrait de parvenir à une paix juste et durable au Proche-Orient ? La Grande Conversation Deux ans après les massacres du 7 octobre 2023 et l'offensive militaire israélienne à Gaza, il est difficile de voir comment relancer un processus diplomatique favorable à la paix. Comment ouvrir une voie vers la paix ? Hubert Védrine Depuis la création de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948 et plus exactement depuis la guerre de 1967, le vrai clivage n'est pas tant entre Israéliens et Arabes qu'au sein de chaque camp, entre ceux qui se résignent (à l'existence d'Israël), ou d'un Etat palestinien) et ceux, majoritaires, qui refusent tout compromis territorial. En Israël, Yitzhak Rabin, Shimon Peres, Ehud Olmert, Ehud Barak et même Ariel Sharon ont essayé de trouver une solution : du côté palestinien l'OLP aussi. Cela n'a pas marché. Et Benjamin Netanyahu, comme le Hamas, croyait avoir entrillé la solution à deux Etats. C'est pour cela la seule politique possible mais c'est la seule vraie solution. Hakim El Karoui Comment en effet ne pas poser la question de l'avenir des habitants de la Palestine dès 1948 ? La philosophie Hannah Arendt écrivait justement la naissance d'Israël : « La Palestine et l'existence d'un foyer national juif constituent aujourd'hui le grand espoir et la grande fierté des Juifs dans le monde entier. (...) Il n'en reste pas moins que la question arabe demeure, quoique inadressée, la seule question politique et morale de la politique israélienne ». La « question arabe » est devenue la « question palestinienne ». Elle s'est d'ailleurs éloignée du mouvement sioniste après avoir constaté, après les conférences de Biltmore et d'Atlantic City, que la position de David Ben Gurion s'alignait sur celle des théories révisionnistes de Vladimir Jabotinski pour revendiquer « toute l'étendue de la Palestine sans division ni diminution » sans même mentionner en 1944 un statut pour les Arabes. « Ce qui ne lui liait manifestement plus d'autre choix que l'émigration volontaire ou le statut de citoyens de deuxième classe ». Au mieux, on envisageait une petite place, minoritaire et sous tutelle. La stratégie de Vladimir Jabotinsky a progressivement prévalu. Ce grand activiste de la cause sioniste résolutivement de droite, dont le père de Benjamin Netanyahu a été le secrétaire personnel, pensait qu'il n'y aurait pas de réconciliation avec les Arabes. C'est la thèse de la « Muraille d'Acier » : il faut avancer autant qu'on peut, sans faire aucune concession et, surtout, en se disant que les Arabes n'accepteront jamais l'Etat d'Israël parce que nous-mêmes, ne leur aurions pas pardonné de nous chasser de nos terres. Il est donc, selon lui, complètement illusoire de penser qu'un accord est possible, de chercher une conciliation, de favoriser des négociations. Et il faut leur dire la vérité plutôt que, comme les sionistes « réalistes », louvoier en pensant que les Arabes viendront vers nous par intérêt ou par résignation. Jabotinski a gagné. La Muraille d'acier est à la fois une force militaire comme il le voulait et une barrière physique entre Israël, Gaza et la Cisjordanie. Et une grande majorité d'Israéliens pensent comme lui. Et personne ne parle d'évacuer la Cisjordanie. La guerre d'après est déjà en train de se préparer. Hubert Védrine Faute de solution, le même engrenage ne cesse en effet de se répéter tragiquement. Je cite : « Israël organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expusion. Et il s'y manifeste contre lui la résistance, qu'il qualifie à son tour de terrorisme ». Ce sont là les termes prémonitoires utilisés par De Gaulle lors de sa fameuse conférence de presse du 27 novembre 1967, postérieure à la guerre des Six Jours, il a donc presque un demi-siècle ! La Grande Conversation Aujourd'hui, la pression internationale pour un règlement du conflit, c'est le plan de paix de Donald Trump. En quoi ce projet change-t-il quelque chose à l'équation que vous venez de décrire ? Peut-il imposer à l'extrême-droite israélienne de revenir autour de la table de négociations pour donner un droit de cité, au sens propre, aux Palestiniens, ou est-ce une autre façon de donner raison à la stratégie du Mur d'Acier ? Hubert Védrine Je ne parlerais pas déjà de « paix de Trump », c'est bien trop tôt, mais du début d'un processus que des forces hostiles à tout compromis vont tout faire pour torpiller, à chaque étape, ce qui commence déjà. Rappelons-nous : avant l'attaque du 7 octobre, Israël était largement en position de force, les accords d'Abraham, qui étaient la stratégie de Trump 1, étaient signés notamment par Bahreïn, les Emirats Arabes Unis et le Maroc et on anticipait que l'Arabie Saoudite allait les signer également. C'est d'ailleurs peut-être cette perspective qui a poussé le Hamas à son attaque atroce du 7 octobre. Pour les dirigeants arabes, comme pour les Européens, la question palestinienne était sortie de l'agenda diplomatique. L'Amérique était pro-israélienne, comme toujours. Les présidents américains, même exaspérés, n'ont jamais osé porter le bras des extrémistes israéliens et des partis qui représentent les colons, de plus en plus influents. Trump était perçu comme l'allié numéro 1 d'autrui qu'il avait déplacé en 2017 l'ambassade américaine à Jérusalem. Trump a d'ailleurs mis dans son bureau le portrait du Président Andrew Jackson qui a déporté à l'ouest du Mississippi tous les Indiens qui étaient à l'est ! Pour les Américains, les Israéliens étaient jusqu'à y a peu comme les Américains face à des Peaux-Rouges. Cela dit, attention, Trump n'a, sur le sujet, ni affect, ni remords, ce n'est pas son registre. Il tient en revanche compte des fondamentalismes évangéliques américains qui sont pour l'« Armageddon » ! Il voulait convaincre l'Arabie de Mohammed Ben Salmane à rejoindre les accords d'Abraham. Or, pour les Saoudiens, avec la destruction de Gaza et les 65 000 morts, ce n'est plus possible. Trump ne pouvait donc pas en rester à son premier plan, qui était de laisser cette blanche à Netanyahu. Il a donc avancé un nouveau plan, l'actuel, qui potentiellement n'est pas unilatéralement favorable à Israël. Déjà sur l'Iran, Trump n'a pas suivi complètement Netanyahu qui voulait l'entrainer dans la guerre au sol. Donc, en l'absence de tout autre scénario crédible, le plan Trump est un fil, tenu, à tirer. Ce plan a plein de défauts faciles à énumérer mais ce n'est pas le problème, car c'est sur sa dynamique qu'il faut miser. Des deux côtés, on connaît bien les forces qui ont déjà commencé de s'y opposer. La question est donc de savoir si Trump va se lasser, auquel cas tout reviendrait au point zéro, ou, si, fureurs des entraves, il va s'emporter à la fois contre les Israéliens ultraconservateurs et contre le Hamas. Son refus de l'annexion de la Cisjordanie est par exemple sans équivalent en Occident. Il faut donc voir ce plan comme une chance à saisir - la seule pour le moment - et le soutenir, autant que possible même s'il ne le demande pas ! D'ailleurs si le plan va au-delà de la première étape, cela créera un appel d'air positif et des pays qui sont largement restés en retrait se manifesteront, par opportunitisme, pour aider à le faire progresser. Hakim El Karoui Je pense que ce n'est pas un plan de paix, c'est un cessez-le-feu. Trump sait justement qu'il n'a pas d'autre. Il a arrêté la guerre contre l'Iran, alors qu'il l'évidemment, Netanyahu voulait qu'elle dure, pour pouvoir déclencher des élections anticipées pendant la guerre et les gagner. Le bombardement du Qatar en septembre a vraiment franchi une ligne rouge, parce que c'est l'architecture de sécurité américaine qui est en jeu. Et puis l'annexion de la Cisjordanie, désormais votée par la Knesset, risquait d'avoir pour conséquence le retrait des Emirats des accords d'Abraham en 2020, l'argument des Emirats était que cela permettrait d'éviter l'annexion de la Cisjordanie. Pourquoi n'est-ce qu'un cessez-le-feu ? Parce qu'aucun des déterminants de la paix n'est évoqué dans le plan présenté par Trump. Or, il ne peut y avoir de paix que s'il y a un avenir pour les Palestiniens. Lequel ? Ça se crée, on ne sait pas. Mais il faut en dessiner un, parce que, dans tous les cas de figure, dans des conflits de ce type-là, la guerre s'arrête le jour où il y a un avenir pour la population qui reste. Les tentatives d'expulsion de la population arabe, mises en œuvre dès 1948 par la terre, avec les forces de l'Irgoun dirigées par Menahem Begin, sont présentes depuis la fondation d'Israël. Mais les Palestiniens ne veulent pas partir et les Etats limitrophes, le Liban, la Jordanie, l'Egypte ne veulent pas les accueillir ou craignent des turbulences politiques internes s'ils les accueillent. Donc, ces populations sont là. Mais le plan Trump a été élaboré sans eux ! Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, avec huit membres au conseil d'administration, dont Tony Blair : une force de police palestinienne sous l'autorité d'une force internationale dont les contours restent à définir et la création d'un protectorat israélo-américano-golifite de fait sur Gaza. Cela ressemble beaucoup à la situation qui a prévalu dans les années 1990 où l'autorité palestinienne s'est délégitimée par la corruption mais aussi - et on l'oublie souvent - par sa réduction au statut de supplétif de la police israélienne. Qui peut croire que cette situation peut mener à une paix durable ? Pour le plan Trump suppose par ailleurs un engagement continu des Américains à chacune des étapes, qui seront toutes difficiles, et on l'ait que la persévérance n'est pas la qualité première de Trump, qui vise des résultats rapides. Hubert Védrine Il y a peu de chances, on est d'accord, que ce plan marche sans raccord, recul mais, je le répète, il n'y a rien d'autre sur la table, il faut donc l'accompagner, sans se faire d'illusion tout en sachant que les Européens, au début en tout cas, ont peu de cartes en mains. Une sorte d'autorité technocratique de gestion, appuyée par des forces internationales, est une étape intermédiaire inévitable. Il faudra aider à faire grandir la composante arabe et palestinienne au sein de cette entité embryonnaire. D'autre part, les Israéliens constatant l'affaiblissement de l'arc chiite (Iran, Hezbollah ainsi que le Hamas, en partie), d'où il faut le reconnaître, à Netanyahou, cela peut les rendre moins inquiets face à la relance d'un processus politique ? Peut-être... Netanyahou sera-t-il capable de cette métamorphose ? Et de changer de coalition ? Si non, qui d'autre ? Hakim El Karoui Le type d'autorité qui est prévu par le plan Trump est encore flou. Ce n'est pas une autorité internationale. Le modèle vient plutôt des gars du Golfe qui font de leurs Etats, ou de leurs villes-Etats, des entreprises. Tout y est à la main des Princes et fonctionne pour leur enrichissement personnel et le renforcement de leur pouvoir politique puisqu'ils détiennent le fiscier. Pourquoi y a-t-il des tours à Dubaï ? Leur territoire serait assez étendu pour construire des immeubles bas. Mais le fiscier appartient à la famille de l'émir Al Maktoum. Pour chaque tour construite, ils bénéficient de la rémunération du fiscier. Le mélange des genres est complet : ce sont eux qui donnent l'autorisation de construire, au compte-gouttes, et ce sont eux les propriétaires forciers. Ils s'entendent parfaitement avec Jared Kushner et Trump, deux promoteurs immobiliers. Et c'est ce modèle qu'ils ont entre poing pour Gaza. Mais que faire des 2 millions de survivants à Gaza ? Hubert Védrine Si Trump veut vraiment relancer les accords d'Abraham, si les Emirats sont vraiment prêts à sortir des accords d'Abraham, il a besoin des Saoudiens. Mais, j'y reviens, est-ce qu'il peut y avoir un changement significatif en Israël ? C'est la clé. Cela va dépendre du degré d'engagement (et de pression) de Trump et du niveau d'énergie des négociateurs américains face à l'obstination de Netanyahu et de ses alliés. Et, ultimement, des Israéliens eux-mêmes. La Grande Conversation On a beaucoup dit que Benjamin Netanyahu prolongerait la guerre pour retarder le moment où l'électorat israélien le jugerait. On peut faire l'hypothèse qu'il sera jugé sévèrement en raison des failles de sécurité du 7 octobre. Est-ce toujours le cas ou son comportement belliqueux a-t-il certainement favorisé l'opinion à son sujet ? Hubert Védrine S'il y a une commission d'enquête sur le 7 octobre, si elle est objective, elle confirmera que l'armée, au lieu d'être à la frontière de Gaza, était en Cisjordanie chargée d'épauler les colons qui harcèlent les Palestiniens. Cela ne pourra pas rester sans conséquence. L'idée que Netanyahu a prolongé la guerre pour ne pas être jugé est majoritaire en Israël, certes, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y avait les Juifs américains, qui eux étaient à la fois vocaux et divisés. Ensuite, la jeunesse américaine évolue, notamment les jeunes Juifs américains. Pour les Républicains et pour Trump, le seul électorat important, ce sont les fondamentalistes protestants, les évangéliques, qui ne semblent pas avoir bougé. Mais, dans le reste de la galaxie MAGA, il y a des courants isolationnistes, notamment les jeunes Juifs américains. La Grande Conversation Hakim El Karoui, vous venez de publier un livre intitulé Israël-Palestine, une idée de paix (Editions de l'Observatoire, 2025). Dans ce livre, cette idée de paix consiste-t-elle ? Hakim El Karoui Il s'agit d'un travail plutôt que d'un plan réalisable dans l'immédiat. Ma question de départ est la suivante : si jamais Israéliens et Palestiniens font la paix, à quel celle-ci ressemblera-t-elle ? Je ne pars pas d'une idée personnelle que j'essaie de défendre. Je définis un point d'arrivée et je vois quelles sont les conditions qui ont permis d'y parvenir. Je me suis inspiré des cas de résolution de conflits en Irlande du Nord, en Bosnie, au Pérou... On voit d'abord qu'il faut une volonté de paix. En Irlande du Nord, Tony Blair arrive en affichant sa volonté de parvenir à la paix. La deuxième chose, qui a toujours manqué au conflit israélo-palestinien, c'est qu'il faut un médiateur impartial. La troisième chose, c'est qu'il faut un processus de déconfliction, de déminéralisation. Enfin, quatrième chose, il faut un projet politique. Mais, pour cela, il faut accepter le partenariat, c'est-à-dire qu'à un moment il faut accepter que l'autre existe, dans sa souffrance, mais aussi dans sa réalité politique. Or, les Palestiniens ont été, depuis le début, niés par les Israéliens, ainsi que par tous les pays arabes. S'il y a pas de perspectives politiques, il n'y a pas de paix. Comment y arriver ? Quand on regarde la carte de 1948, on voit que ce n'est pas viable : un pays coupé en deux, avec Gaza, la Cisjordanie, une capitale revenchée historiquement qui n'en est pas une. Trente ans après, il y a 800 000 colons en Cisjordanie qui mittent le territoire, avec des routes de contournement partout etc. Il n'y a aucune souveraineté, aucune réalité économique, juste une population progressivement asphyxiée. Le slogan « la terre contre la paix » n'a conduit à rien. Car l'enjeu ici, n'est pas trouver une modalité de gouvernance qui laisse leur place à des populations différentes sur un même territoire, comme en Irlande ou en Bosnie, qu'elles gouvernent ensemble. L'enjeu ici, avant le territoire, c'est avant tout l'identité. L'identité qui est assimilée au territoire, qui est à la fois une protection, un renards, une violence, un espoir enfin, qui porte toute l'histoire. Et l'identité, on ne la découvre pas. C'est pourquoi, pour des raisons politiques, géographiques, et presque ontologiques, ne crois pas à l'idée qu'on va pouvoir découper le territoire en deux. Partant de là, comment faire ? Ne faut-il pas sortir du vieux schéma westphalien : un Etat, un peuple, un territoire ? Les Juifs se sont battus pour leur Etat : c'est fondamental, c'est historique, c'est nécessaire, c'est reconnu. Les Palestiniens, d'une certaine manière, ont gagné le droit d'avoir un Etat. La modalité pratique, c'est que les gens vivent ensemble. Ce qui est le cas aujourd'hui en Israël puisque 20% des Israéliens sont des Arabes. C'est bien sûr difficile à imaginer aujourd'hui, post 7 octobre, si elle est objective, elle confirmera que l'armée, au lieu d'être à la frontière de Gaza, était en Cisjordanie chargée d'épauler les colons qui harcèlent les Palestiniens. Cela ne pourra pas rester sans conséquence. L'idée que Netanyahu a prolongé la guerre pour ne pas être jugé est majoritaire en Israël, certes, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réaliseriez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule toute faite. En tout cas on ne peut pas se résigner à l'idée qu'il serait impossible de sortir de ce conflit. Mais si l'on disait qu'il faut renoncer à l'objectif de deux territoires et deux Etats, cela veut dire qu'ensuite des deux parties doivent renoncer, et la guerre reprend. On ne pourra pas effacer l'aspiration qui représente la notion d'Etat palestinien, que même le communiqué de la Maison Blanche a mentionné, c'est d'être à la fois à la paix, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réalisez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule toute faite. En tout cas on ne peut pas se résigner à l'idée qu'il serait impossible de sortir de ce conflit. Mais si l'on disait qu'il faut renoncer à l'objectif de deux territoires et deux Etats, cela veut dire qu'ensuite des deux parties doivent renoncer, et la guerre reprend. On ne pourra pas effacer l'aspiration qui représente la notion d'Etat palestinien, que même le communiqué de la Maison Blanche a mentionné, c'est d'être à la fois à la paix, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réalisez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule toute faite. En tout cas on ne peut pas se résigner à l'idée qu'il serait impossible de sortir de ce conflit. Mais si l'on disait qu'il faut renoncer à l'objectif de deux territoires et deux Etats, cela veut dire qu'ensuite des deux parties doivent renoncer, et la guerre reprend. On ne pourra pas effacer l'aspiration qui représente la notion d'Etat palestinien, que même le communiqué de la Maison Blanche a mentionné, c'est d'être à la fois à la paix, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réalisez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule toute faite. En tout cas on ne peut pas se résigner à l'idée qu'il serait impossible de sortir de ce conflit. Mais si l'on disait qu'il faut renoncer à l'objectif de deux territoires et deux Etats, cela veut dire qu'ensuite des deux parties doivent renoncer, et la guerre reprend. On ne pourra pas effacer l'aspiration qui représente la notion d'Etat palestinien, que même le communiqué de la Maison Blanche a mentionné, c'est d'être à la fois à la paix, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réalisez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule toute faite. En tout cas on ne peut pas se résigner à l'idée qu'il serait impossible de sortir de ce conflit. Mais si l'on disait qu'il faut renoncer à l'objectif de deux territoires et deux Etats, cela veut dire qu'ensuite des deux parties doivent renoncer, et la guerre reprend. On ne pourra pas effacer l'aspiration qui représente la notion d'Etat palestinien, que même le communiqué de la Maison Blanche a mentionné, c'est d'être à la fois à la paix, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réalisez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule toute faite. En tout cas on ne peut pas se résigner à l'idée qu'il serait impossible de sortir de ce conflit. Mais si l'on disait qu'il faut renoncer à l'objectif de deux territoires et deux Etats, cela veut dire qu'ensuite des deux parties doivent renoncer, et la guerre reprend. On ne pourra pas effacer l'aspiration qui représente la notion d'Etat palestinien, que même le communiqué de la Maison Blanche a mentionné, c'est d'être à la fois à la paix, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réalisez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule toute faite. En tout cas on ne peut pas se résigner à l'idée qu'il serait impossible de sortir de ce conflit. Mais si l'on disait qu'il faut renoncer à l'objectif de deux territoires et deux Etats, cela veut dire qu'ensuite des deux parties doivent renoncer, et la guerre reprend. On ne pourra pas effacer l'aspiration qui représente la notion d'Etat palestinien, que même le communiqué de la Maison Blanche a mentionné, c'est d'être à la fois à la paix, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réalisez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule toute faite. En tout cas on ne peut pas se résigner à l'idée qu'il serait impossible de sortir de ce conflit. Mais si l'on disait qu'il faut renoncer à l'objectif de deux territoires et deux Etats, cela veut dire qu'ensuite des deux parties doivent renoncer, et la guerre reprend. On ne pourra pas effacer l'aspiration qui représente la notion d'Etat palestinien, que même le communiqué de la Maison Blanche a mentionné, c'est d'être à la fois à la paix, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réalisez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule toute faite. En tout cas on ne peut pas se résigner à l'idée qu'il serait impossible de sortir de ce conflit. Mais si l'on disait qu'il faut renoncer à l'objectif de deux territoires et deux Etats, cela veut dire qu'ensuite des deux parties doivent renoncer, et la guerre reprend. On ne pourra pas effacer l'aspiration qui représente la notion d'Etat palestinien, que même le communiqué de la Maison Blanche a mentionné, c'est d'être à la fois à la paix, mais après ? Mais quelle est l'alternative ? J'y reviens, qui est capable de former une coalition alternative, sans les ultra's ? Je pense que c'est vrai, mais Netanyahu n'est pas qu'un opportuniste. Il prévoit une autorité de gestion à Gaza, une opportunité d'avancer notre avantage, on y va à fond. On n'écoute personne, l'histoire nous rendra raison. Trump passera, comme d'autres... Cependant, aux Etats-Unis, l'opinion a commencé à bouger, et Netanyahu ne peut pas ne pas en tenir compte. D'abord, il y a un intérêt commun, juif et palestinien, à lutter contre les groupes extrémistes des deux camps. Hubert Védrine Cette proposition est innovante mais elle me paraît, à ce stade, utopique. Il est trop tôt pour parler d'un processus de déconfliction, encore moins de paix. Mais cette proposition contient des volets très concrets. Cela a un sens de réfléchir à une longue période de la « déconfliction » pour reprendre la formule d'Hakim El Karoui. Elle conduirait à une coexistence pacifique. Son idée de paix serait l'aboutissement d'un processus. Le préalable c'est la déconfliction. Il ne faut pas faire de proclamations, ni créer d'attentes démesurées. Essayer de faire grandir une sorte d'entité palestinienne à Gaza, qui deviendrait progressivement crédible. Mais pour cela, j'y reviens, pour enclencher un tel processus, il faut une énorme pression américaine (de manière abrupte si nécessaire) et une volonté énorme, constante de leaders visionnaires minoritaires (oui) de part et d'autre. La Grande Conversation Mais comment réalisez-vous à l'idée que le territoire est trop petit et que la carte dessinée par l'ONU n'est pas viable et qu'il faut donc, plutôt que découper le territoire, proposer deux Etats sur le même territoire ? Hubert Védrine Il ne peut pas y avoir de formule



25/11/2025